

Source de la capture: [Julien Schmitz, directeur de l'Agape](#)

« On ne peut pas attendre 15 ans qu'une gouvernance transfrontalière se mette en place »

Julien Schmitz, directeur de l'Agape

L'Agence d'urbanisme Nord-lorraine Agape a publié fin 2023 une étude de 100 pages intitulée « Une vision transfrontalière pour aménager le Grand Luxembourg ». Son directeur Julien Schmitz rappelle l'urgence d'une planification territoriale transfrontalière.

Julien Schmitz, directeur de l'Agape

Pourquoi avoir lancé cette [étude](#) ?

Simplement, parce qu'elle n'avait jamais été faite. Côté luxembourgeois, le Grand-Duché a adopté mi-2023 un Programme directeur de l'aménagement du territoire (PDAT) et présenté les résultats de sa consultation internationale Luxembourg in Transition. La fondation Idea a produit l'étude « Quel Luxembourg à l'horizon 2050 ». Ces documents englobent tous la dimension transfrontalière. Côté français, il m'a paru important de revenir sur l'impact de 30 ans de flux transfrontaliers sur la Lorraine nord.

Comment mener à bien cette planification ?

La planification ne peut pas se limiter aux infrastructures. La situation actuelle résulte de 30 ans d'aménagement sans planification, notamment en matière de logement. Les travailleurs frontaliers, mais plus encore les habitants du nord-lorrain qui ne travaillent pas au Luxembourg, se trouvent de plus en plus exclus du marché du logement.

On parle beaucoup de rétrocession fiscale et de la solidarité que le Luxembourg devrait pratiquer envers les territoires nord-lorrains. C'est effectivement un sujet, néanmoins cela n'interdit pas de travailler sur d'autres thèmes. Les urgences climatiques, environnementales et même sociales sont là. On ne peut pas attendre 15 ans qu'une gouvernance transfrontalière se mette en place.

Les outils permettant d'anticiper existent : ce sont les Scot (schémas de cohérence territoriale) et les PLUI (plans locaux d'urbanisme intercommunaux). Pourquoi ne pas acter dans les Scot des principes réglementaires pour limiter l'étalement urbain et protéger les sols ? De même, certaines zones continuent à monter sans stratégie d'ensemble des projets de logements qui seront livrés en même temps et ne prendront

pas en compte les questions de mobilité. Ces projets ne sont pas à la hauteur des enjeux. Les services de l'Etat devraient mettre ces territoires en face de leurs responsabilités. Nous ne sommes pas là pour les accuser, mais je dirige l'agence depuis cinq ans et j'ai la sensation que rien ne bouge. A un moment, il faut renverser la table.

Quel rôle l'Agape compte-elle jouer dans la planification ?

Le 8 décembre dernier, nous avons été intégrés dans la commission franco-luxembourgeoise de l'aménagement du territoire. Nous participerons donc à ce groupe de travail. Par ailleurs, nous souhaitons nous rapprocher du ministère de l'Aménagement du territoire luxembourgeois pour améliorer les outils de prospective démographique. Le modèle de projection de l'Insee n'est pas adapté à la Lorraine nord, car il est trop difficile d'y intégrer les données luxembourgeoises. C'est un gros sujet, car il arrive que les projections de population soient de + 1.000 habitants selon nos calculs, et de zéro selon l'Insee.

Nous comptons également développer une approche démographique sociologique avec l'Université du Luxembourg et nous rapprocher de l'institut scientifique Liser (Luxembourg Institute of Socio-Economic Research). Nous préparons également une suite au projet de modélisation Mmust (Modèle multimodal et scénarios de mobilité transfrontaliers) que nous avons piloté dans le cadre d'Interreg. Mmust 2 devrait inclure l'Allemagne et prendre en compte l'impact écologique des projets sur les territoires frontaliers.